

La conjoncture économique de la Tunisie : Bilan de 2022 Et enjeux pour 2023

L'année 2022 a été marquée par un ralentissement généralisé de l'activité économique mondiale et un niveau d'inflation jamais vu depuis plusieurs décennies et sur le plan national par des tiraillements politiques et sociaux, un faible niveau d'investissement, une forte remontée de l'inflation et surtout par les fortes tensions au niveau de la balance des paiements, du budget de l'Etat et de la dette extérieure.

C'est pour en dresser les conséquences ainsi que les perspectives que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé, le 7 mars 2023, un débat sur « la conjoncture économique de la Tunisie : Bilan de 2022 et enjeux pour 2023 », introduit et animé par Mr Abdelhamid Triki, ancien Ministre.

I Le bilan de 2022.

1 Une reprise de la production qui marque le pas sous l'effet du ralentissement de l'activité mondiale.

La croissance moyenne du PIB pour l'année a été évaluée à 2,4%, contre 4,3% en 2021. Sectoriellement, elle a été différenciée : Une croissance encourageante dans les secteurs du tourisme : 21,4%, du textile, habillement et cuir : 14%, du transport : 10,6%, des industries mécanique et électrique : 8%. Une croissance faible : Commerce : 1,9%, TIC : 1,6%, industrie chimique 1,3%. Une baisse de la croissance : production et distribution du gaz naturel. -3,6%, construction : -9,9%, extraction pétrole et gaz naturel : -10,5%.

2 Une stabilisation relative du taux de chômage à 15,2%, contre 16,2% en 2021.

Il reste supérieur à celui des pays du Sud de la Méditerranée et affecte particulièrement les diplômés du supérieur (24%), et la tranche d'âge de 15 à 24 ans (38,8%).

3 Un investissement qui tarde à progresser.

Les dépenses d'investissement de l'Etat en 2022 ont baissé de 3,3% par rapport à 2021. Ceux du secteur industriel l'ont été à hauteur de 4,8%. Seuls ont légèrement progressé les investissements déclarés dans les activités de service (2,7%), avec une baisse des investissements déclarés dans les activités de services totalement exportatrices de 6,9% et les importations de biens d'équipement en dollars (4,5%).

Les IDE ont enregistré en revanche une progression appréciable de 20% passant de 1844,8 MD en 2021 à 2214,3 MD en 2022.

4 Une inflation qui s'aggrave.

Passant de 6,6% à 10,1%, elle affecte aussi bien les produits alimentaires (14,6%) que les produits manufacturés (10,2%). Etant signalé que les prix des produits alimentaires à prix encadrés, n'ont augmenté que de 0,6%, au prix d'une forte augmentation de la compensation.

5 Un creusement du déficit commercial.

Les exportations ont augmenté (23,4%) aussi bien que les importations (31,7%) au terme de 2022 se soldant, néanmoins, par un déficit commercial de 25216 MD accusant un taux de couverture de 69,5%, contre 74,2% en 2021.

Les déficits de la balance énergétique et de la balance alimentaire expliquent 70% de cette

augmentation du déficit commercial. Par pays le déficit commercial se situe essentiellement au niveau de la Chine, la Turquie, l'Algérie, la Russie, l'Italie et l'Espagne.

6 Une balance des paiements sous pression.

En 2022, le solde courant de la balance des paiements s'est élevé à 8,6% du PIB, contre 6% en 2021. Cela s'est traduit par des pressions sur les réserves de changes : 22,8 milliards de dinars, soit 101 jours d'importation, contre 136 jours en 2021.

7 Un budget de l'Etat en difficulté, malgré une évolution favorable des recettes de l'Etat de +15,1% (recettes fiscales et dons).

En cause, la hausse de 19% des dépenses d'intervention (au niveau des carburants essentiellement). Le financement du déficit budgétaire s'est appuyé sur une forte augmentation des crédits intérieurs, faute de mobilisation suffisante des crédits extérieurs (0,6%). En cause, le retard de l'accord de financement avec le FMI ainsi que la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie par les agences de rating.

Pour dépasser les difficultés, après la conclusion d'un accord technique entre les services du FMI et les autorités tunisiennes, sont d'ores et déjà programmées : La baisse des subventions ainsi qu'une révision de la loi sur les entreprises publiques. , ce qui pourrait faciliter la conclusion de l'accord avec le FMI et la mobilisation des ressources financières requises

8 Un recours au secteur monétaire.

En 2022, le financement du budget a rendu nécessaire le recours accru aux crédits intérieurs : Augmentation de 47,1% du refinancement de la BCT, en relation avec l'accroissement de la demande de liquidité du secteur bancaire suite aux souscriptions massives aux émissions de Bons du Trésor : 24 milliards de dinars au 30-12-2022.

II Les enjeux de l'année 2023.

1 Des difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement et une dette non soutenable.

14859 MD de crédits extérieurs sont prévus dans la loi de finance de 2023 (contre 12652 MD dans celle de 2022), difficiles à obtenir sans la finalisation de l'accord de facilité élargie avec le FMI et ce d'autant que Moody's a dégradé, de B3 à Caa1, la note souveraine de la Tunisie, avec une perspective maintenue négative, reflétant un affaiblissement de la gouvernance. Le service de la dette extérieure a, quant à lui, augmenté, estimé à 8949 MD pour 2023, contre 6048 MD en 2022.

2 Un niveau de chômage élevé, mais légèrement en recul du fait, en particulier, du développement de l'emploi précaire et de la forte migration qui a doublé en 2 ans.

3 Un investissement qui reste faible.

Le taux d'investissement serait de l'ordre de 16,5% en 2023, associé à un taux d'épargne modeste de 10,8% et à une croissance faible.

En cause : Un environnement non favorable se traduisant par la fermeture, depuis 2019, de 433 entreprises industrielles dont 212 sont totalement exportatrices, occasionnant 6000 pertes d'emplois.

L'augmentation du taux d'intérêt par la BCT et le recours massif de l'Etat aux crédits intérieurs ne sont pas de nature à favoriser la reprise escomptée de l'investissement.

4 Un niveau faible du PIB.

Celui de 2022, en dinars constants, aura été quasiment égal à celui de 2017.

Et le taux de croissance prévu pour 2023, dans le budget économique et le budget de l'Etat, n'est que de 1,8% annonçant des risques de stagnation.

Des mesures spécifiques, dans chaque secteur, s'imposent pour relancer la croissance à partir de 2023.

5 Une inflation excédant les 10% qui risque de s'accroître davantage

En relation avec les ajustements prévisibles des prix des produits compensés et les pénuries des produits de base.

L'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'économie serait seule à même d'améliorer la situation pour garantir la paix sociale.

Discussion.

Elle a porté sur les principaux points suivants :

→ La productivité générale des facteurs est largement tributaire de l'efficacité de l'action administrative et de celle des entreprises publiques. Elle aurait pu être appréhendée à travers des indicateurs comparatifs tels que :

- . Le pourcentage de l'effectif des entreprises publiques par rapport à la population totale.
- . Le pourcentage des salaires de l'administration et des entreprises publiques par rapport au PIB.
- . Le rapport de la masse salariale de l'administration par rapport à :
 - celle dans le secteur productif public et privé.
 - celle dans le secteur public.
 - celle des entreprises publiques.

→ La masse salariale de l'administration et des entreprises publiques grève lourdement les investissements publics d'infrastructure, en particulier.

De même les emprunts de l'Etat, au secteur bancaire et au marché financier, pénalisent les investissements privés.

Une réduction du personnel s'impose pour lever la contrainte que constitue la masse salariale.

→ Plus qu'à une crise économique conjoncturelle ou à une question d'inflation, c'est à une crise structurelle que l'on fait face, depuis une douzaine d'années : Emigration illégale, fuite des compétences, fonte de l'épargne nationale, endettement critique, désenchantement citoyen.

→ La stabilité politique du pays est en question du fait de la forte opposition de l'UGTT aux réformes engagées.

→ On ne voit pas encore de stratégie économique identifiable : Ni vision réelle, ni visionnaire, faute de compétences suffisamment motivées. Pas d'orientation partagée ni d'accord stratégique. On assiste, au contraire, à des recrutements sans objet, dans une administration en panne de modernisation.

→ La relance n'a pas toujours besoin de fonds.

Chaque secteur nécessite, en fait, certaines mesures spécifiques de relance à prendre pour qu'il se libère.

→ L'augmentation des coûts, à tous les niveaux, grève fortement la gestion ainsi que la productivité. L'augmentation des salaires s'impose en conséquence. Nécessité, alors d'améliorer la productivité et la compétitive, élément essentiel pour affronter la concurrence étrangère, tout en évitant de modifier le taux de change

→ Différents cadres cohérents de discussion existent, ne donnant cependant lieu à aucune mise en œuvre.

Une initiative, de la part d'un « groupe de réflexion ad hoc », serait nécessaire pour expliciter la vérité aux gens, faute de quoi le manque de développement livrera la population à l'extrémisme de l'islamisme politique rampant.

→ Faute de réaction salubre, ce sont les pertes d'emplois et de compétences qui ruineront le pays. A ce titre, l'UTICA doit jouer son rôle, secteur par secteur.

Une vingtaine de rapports sectoriels, précis et chiffrés, présentés en séminaires, régleraient en principe cette question. Leur animation commune, par l'UTICA et l'UGTT avec certains experts étrangers habilités, permettrait d'identifier les solutions ad hoc, par secteur, malgré la crise due à une gouvernance défailante.

→ La nécessité de recréer un système d'écoute structuré, s'impose aujourd'hui.

Un tel système existait, auparavant, appuyé sur les structures d'un parti politique omni présent à tous les niveaux.

Une certaine capacité d'écoute est indispensable pour développer :

. Une « stratégie d'opportunité » :

Initiative de réhabilitation du tourisme après le Covid 19.

Initiative de protection des entreprises contre le dumping des multinationales.

Initiative de lutte contre l'impact de la sécheresse.

. Une « stratégie de niche » :

Initiative médicale en Afrique sub-saharienne.

Initiative d'intégration de l'économie informelle dans le système, en en discutant avec les opérateurs, pour relativiser le nombre des soi-disant chômeurs, à l'exemple de ce que l'on observe, en Italie, sur la base de la « débrouillardise » potentielle de chacun : L'on ne compte pas tant sur l'Etat pour identifier les niches, mais l'on se « débrouille » dans le cadre de l'Etat.

Les énergies renouvelables se prêtent à une stratégie à la fois de niche et d'opportunité.

En les développant, on pourrait augmenter la croissance de 2 points.

Le dialogue avec les acteurs fait encore défaut,

→ Quelques remarques finales du conférencier.

. La cause de l'inflation observée est l'offre déficiente, dans la mesure où le défaut d'importation n'est pas compensé par une augmentation conséquente de la production nationale.

. La négociation avec le FMI bute sur la nécessaire diminution de la masse salariale exigée par ce dernier, contraire à l'augmentation des salaires revendiquée par l'UGTT.

. La productivité insuffisante constatée a été le résultat d'une décennie de mauvaise gestion, outre l'effet dévastateur du Covid 19.

. Le redressement a besoin d'investissements et pour cela l'approche sectorielle est pertinente.-

Recommandations.

Afin de relever les défis des principaux enjeux, en termes d'inflation, d'approvisionnement du marché et de financement extérieur, la Tunisie gagnerait à :

_ Finaliser l'accord de facilité élargie avec le FMI, en mettant en œuvre les mesures indispensables dans les meilleures conditions possibles.

_ Intégrer, avec la souplesse nécessaire, le secteur informel dans le système de développement.

_ Stimuler l'épargne nationale, au service de l'investissement privé et de la croissance.

_ Améliorer le climat général de l'investissement, au service des petites et moyennes entreprises.

_ Opter pour une approche sectorielle afin de relancer, rapidement ; la croissance à partir de 2023,

en identifiant les niches d'opportunité qui se présentent.

_ Améliorer la productivité de l'économie permettant les ajustements de salaire qui s'imposent pour préserver la paix sociale.

Documents à télécharger :

- [Présentation PowerPoint de Abdelhamid Triki](#)
- [Bulletin de conjoncture T4 2022](#)